

8 juin 2011

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,
Président de la 65ème Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur
le sida**

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous devons réussir. Nous devons mener à bien notre combat contre le sida.

Dans cette salle, il y a dix ans, la communauté des nations, réunie en cette Assemblée générale, a fait l'histoire, en adoptant une Déclaration ambitieuse, assortie d'objectifs et de délais pour faire reculer l'épidémie, à un moment où la situation semblait désespérée. Et il y a cinq ans, en 2006, en faisant la promesse de l'accès universel à la prévention et au traitement du virus, nous avons encore renforcé notre volonté de faire reculer l'épidémie.

Aujourd'hui, les résultats sont là. Dans le monde, au cours des cinq dernières années, le nombre de personnes ayant accès au traitement a été multiplié par dix. Ce sont des millions de vie qui ont été sauvées. Les progrès sont bien réels aussi au niveau de la prévention : les nouveaux cas d'infection sont en net recul.

Il est trop tôt cependant pour arrêter notre effort et nous laisser déstabiliser par le coût des interventions et l'austérité budgétaire. Dix millions de personnes n'ont toujours pas accès aux soins, et l'infection frappe encore bien trop souvent, hommes, femmes et enfants. Il faut continuer à prendre des mesures, tant au niveau de la prévention que du traitement, des soins et de l'accompagnement ; mesures qui sont complémentaires et étroitement liées. On le sait en effet maintenant, le traitement permet aussi d'éviter la transmission du virus.

Nous sommes à un moment charnière. Cette réunion de haut niveau est une occasion unique pour réitérer notre engagement collectif et intensifier notre mobilisation contre le sida. Je suis confiant que nous ferons face à nos responsabilités et que la déclaration qui sera adoptée à l'issue de cette réunion saura relever le défi. Je souhaite remercier les co-facilitateurs, son Excellence Gary Quinlan, le représentant permanent de l'Australie, et son Excellence Charles Ntwaagae, le représentant permanent du Botswana, qui ont conduit les travaux de négociation jusqu'ici pour leur effort soutenu. Je suis heureux que le résultat des heures de négociations intenses ait abouti tard dans la nuit hier soir à une déclaration ambitieuse. Je considère que cette déclaration constitue un véritable progrès.

Il me semble essentiel pour réussir que notre action soit fondée sur un partenariat large, où les gouvernements, le secteur privé et la société civile, joignent leurs forces et participent davantage, ensemble, à la gouvernance de la lutte contre le virus. A cet égard, la séance d'audition de la société civile qui s'est tenue juste avant l'ouverture des négociations a montré l'importance de la société civile pour tenir les gouvernements responsables de leurs actes ainsi que son rôle essentiel pour la promotion du respect des droits de l'homme dans la lutte contre le sida.

Trente ans après le début de l'épidémie en effet, la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le virus et des groupes vulnérables continuent bien trop souvent d'être un obstacle majeur à tout débat ouvert sur les enjeux du sida et ralentissent les progrès. L'accès universel implique la justice sociale et l'inclusion sociale. Les personnes vivant avec le virus doivent être partie prenante de tout notre effort. Leurs expériences et leurs témoignages sont indispensables pour élaborer une stratégie efficace de lutte contre l'épidémie.

Les décisions que nous prenons en matière de commerce et de droits de propriété intellectuelle ont aussi leur impact sur notre action contre le sida. Il importe que tous, pays industrialisés de longue date, puissances émergentes et pays en développement, nous assurions la cohérence des négociations multilatérales dans ces domaines avec notre lutte contre le sida.

Il y a un dernier aspect que je souhaite souligner. Certains mettent parfois la lutte contre le sida en concurrence avec d'autres priorités pour le développement et la santé. Mais il ne s'agit pas de ça ! Au contraire, entre la lutte contre le sida et la scolarisation universelle, l'égalité des sexes et le renforcement des systèmes sanitaires pour ne donner que quelques exemples, il y a des synergies que nous devons maximiser. Le recul du sida est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement et c'est également un facteur de progrès pour l'ensemble des autres objectifs. Il faut avoir une approche holistique et intégrer la lutte contre le sida dans les programmes généraux de développement. Il me semble important que la déclaration qui sera adoptée à la fin de cette réunion de haut niveau aille dans ce sens. Cette Déclaration ambitieuse permettra de faire des progrès significatifs dans un grand nombre de domaines. C'est essentiel.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

A l'ouverture de ces trois jours de réunion, en mémoire des millions de victimes de l'épidémie et dans la perspective de toutes les vies que nous pouvons préserver, j'en appelle à chacun de vous à prendre ses responsabilités pour le succès de la lutte contre le sida.